

# Le Mét@llo Normand

La lettre électronique de la CFDT Métallurgie Normandie



Numéro 14 – Novembre 2014

Bonjour à tous,

*Le Mét@llo Normand* revient sur deux mois d'actualité sociale chargée. Le devant de la scène est occupé par des suppressions d'emploi massives ou des risques de fermeture (Autoliv à Gournay, Cassidian à Val-de-Reuil, IDT à Caen).

Heureusement, de bonnes initiatives viennent s'immiscer dans ce tableau noir (rencontre Bodemer et démarches CV de site) ou encore des décisions de justice viennent conforter les positions de la CFDT (décision Stryker).

Deux syndicats viennent de passer leur congrès avec succès, montrant que les difficultés de renouvellement des responsables sont surmontables. Même si beaucoup de travail est à venir dans un contexte économique difficile, des collectifs solidaires et actifs sont en place, qui constituent autant de relais de la CFDT dans les territoires, au plus près des salariés.

Soyez nombreux à exprimer votre créativité dans le concours d'affiches lancés par la FGMM CFDT en septembre (un délai devrait être obtenu pour la fin du concours).

Enfin, n'oubliez pas notre prochain rendez-vous pour tous : **la journée fédérale sur le compte pénibilité le 8 janvier à Caen.**

Bonne lecture.

Pour l'UmN  
Cécile Maire  
Secrétaire Générale

**UmN-CFDT** 10-18 quartier du Grand Parc 14200 Hérouville-Saint-Clair  
Edition de la lettre électronique : Cécile Maire  
Comité de relecture : Pascal Gervaise, Bernard Pivain, Jean-Claude Rongieras

02.31.95.76.65

[umncfdt@orange.fr](mailto:umncfdt@orange.fr)

**POUR S'ABONNER au Mét@llo Normand...**

Les secrétaires de syndicats sont chargés de transmettre une liste d'adresses mail destinataires de cette lettre électronique.

Si vous souhaitez inscrire d'autres personnes ou au contraire ne plus recevoir cette lettre, faites le savoir à votre secrétaire de syndicat ou à [umncfdt@orange.fr](mailto:umncfdt@orange.fr)

*Le Mét@llo Normand* est actuellement diffusé aux militants listés par les syndicats, aux membres du Bureau de l'UmN, aux animateurs de formations de l'UmN, aux Unions Régionales Interprofessionnelles, à la Fédération.

**POUR FIGURER dans le Mét@llo Normand...**

Merci de transmettre tracts et articles de presse sur [umncfdt@orange.fr](mailto:umncfdt@orange.fr) en informant votre syndicat.

## Cassidian Val de Reuil (Eure) : 120 salariés dans l'attente d'un repreneur et d'un emploi pour tous

PARIS NORMANDIE - Publié le 30/09/2014 à 22H40



Les salariés d'Airbus Defence & Space, de Val-de-Reuil, en ont assez de se taire. Après avoir débrayé une heure vendredi 26 septembre - lire nos éditions de samedi -, ils se sont exprimés lors du conseil municipal de lundi soir. Et cela après invitation du maire, Marc-Antoine Jamet (PS).

Si les salariés ont décidé de se faire entendre après leur silence qu'impose la nature des activités de l'entreprise (Sécurité et Défense), c'est parce qu'aucune solution ne se profile.

### **Cent vingt salariés sur la brèche**

« Le 9 décembre 2013, la direction a annoncé un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) et la recherche d'un investisseur pour le site », rappelle Alice Anglaret, représentante du collectif de salariés qui s'est constitué dans la foulée. Airbus Defence & Space à Val-de-Reuil - qui portait jusqu'au 1er juillet le nom de Cassidian - compte 120 salariés.

Si le PSE était mis en place, « il entraînerait la suppression des deux tiers des postes à Val-de-Reuil, insiste Nathalie Covacho-Bove, déléguée syndicale CFDT. Une fois, on nous dit que le PSE, basé sur les départs volontaires en retraite et préretraite et la mobilité, est gelé ; d'autres fois, non. En juillet, la direction nous a aussi affirmé que si aucun repreneur n'est trouvé, le site fermera. » Face à ces incertitudes, les salariés sont dans un « désarroi total, assure Nathalie Covacho-Bove. Il n'y a aucun dialogue avec la direction. Nous avons débrayé pour montrer notre inquiétude. »

« Le PSE est gelé, le préfet me l'a affirmé, répond Marc-Antoine Jamet. Et un repreneur a été écarté le 12 septembre. » Si le premier magistrat était jusqu'alors volontairement resté très discret lui aussi, il a décidé de parler face « aux promesses non tenues. Le numéro 2 d'Airbus m'avait donné des assurances. Je crois beaucoup à la parole donnée mais elle n'a pas encore été honorée. On m'avait aussi dit que des efforts seraient faits : pour le moment ce n'est pas le cas », poursuit le maire. Il précise que le soutien de la Ville est « sympathique » mais aussi « politique ».

### **Le ministre de l'Économie interpellé**

L'ancien préfet, Dominique Sorain, avait mis en place un comité de suivi, sur le modèle de ce qui avait été fait à M-real, à Alizay. La prochaine réunion est prévue le 17 octobre. Marc-Antoine Jamet a également interpellé Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, et doit rencontrer prochainement son directeur de cabinet.

Le combat, dont « les pilotes sont les salariés », dixit l'édile, est plus que jamais lancé.

VIOLAINE GARGALA

**Groupe Bodemer : la CFDT a réuni à Rennes des élus de Bretagne et de Normandie le 10 octobre 2014**



Une dizaine de militants du groupe Bodemer (garages automobiles Renault) se sont réunis dans les locaux de la CFDT Rennes, à l'initiative conjointe des Unions Mines Métaux de Bretagne et de Normandie.

Cette réunion de travail a été l'occasion d'examiner la situation de l'emploi et des relations sociales au sein des différents établissements, où la CFDT est en développement mais aussi bousculée par des pratiques patronales peu ouvertes au dialogue.

Le groupe Bodemer emploie 1200 salariés sur une trentaine de sites. Une prochaine réunion est déjà programmée le 16 janvier 2015 à Avranches.



**Stryker (Calvados) : dénoncer ses collègues est illégal !**

En 2009, l'interdiction du système d'alerte professionnelle de Stryker à Caen n'était pas passé inaperçu à Caen. Le tribunal, suite à l'attaque du syndicat CFDT métaux, rejetait la possibilité de dénonciation d'un collègue sur internet. Cinq ans plus tard, alors que la majorité des salariés sont passée dans le groupe Lisi et que Stryker n'existe plus à Caen, ce jugement est confirmé ; il présente un intérêt jurisprudentiel

Ouest-France

Vendredi 17 octobre 2014

**Le logiciel de dénonciation déclaré illicite**

Ce système, mis en place dans une société, près de Caen, incitait les salariés à dénoncer des collègues. La justice a tranché.

« La justice n'avait jusqu'ici que suspendu le dispositif. Cette fois, elle s'est prononcée sur le fond. » Nouvelle victoire dans le combat mené, entre autres, par Robert Provost, retraité de la société Benoist Girard aux 300 salariés, à Hérouville-Saint-Clair. Depuis plusieurs années, le cédégué CFDT lutte contre ce système. Il a été conçu pour inciter les salariés à la délation auprès de leur direction. Le tribunal de grande instance de Caen vient de déclarer ce système informatique illicite.

L'affaire remonte à 2009. À ce moment-là, le comité d'entreprise et le CHSCT, où la CFDT est ultra-majoritaire, déposent plainte. Présenté comme un dispositif d'alerte professionnelle, ledit système, baptisé Ethics Point, avait été mis en place dans la société, une filiale française de Stryker, fabricant américain de matériel orthopédique.

Quel était son but ? Pousser, de manière anonyme, les salariés à signaler à la direction, par téléphone, courriel ou en ligne, d'éventuelles malversations financières, de potentielles mauvaises conduites, d'abus de stupéfiants... Le dispositif prévoyait alors 24 thèmes de dénonciation.

Une question au moment où il avait commencé à être pointé du doigt : est-il possible de dénoncer un collègue sur le net ? La justice, en première instance comme en appel, a toujours répondu non. Le jugement récent vient conforter ses décisions précédentes. Le tribunal a par ailleurs condamné aux dépens la société Benoist Girard et au versement à la CFDT de 1 500 €.

À noter qu'en 2010, Stryker avait cédé cette usine d'Hérouville-Saint-Clair au groupe Lisi. Benoist-Girard est spécialisée dans les prothèses de hanche.

## ***Gournay en Bray (76) : Les salariés d'Autoliv en grève contre les licenciements suite à l'annonce d'un PSE massif (164 postes sur 750)***

FRANCE 3 HAUTE-NORMANDIE

« Ce sont finalement **164 postes** qui seront supprimés sur le site haut-normand d'Autoliv, deux fois plus qu'annoncé auparavant par la direction. Une partie des salariés de l'équipementier automobiles a donc débrayé à nouveau, ce mardi.

Publié le 01/10/2014 | 12:39, mis à jour le 01/10/2014 | 12:39

© France 3 Haute-Normandie Les salariés réunis devant le site de Gournay en Bray d'Autoliv.



Le coup est rude : alors que la direction européenne d'Autoliv annonçait depuis plusieurs jours la suppression de 50 à 70 emplois, c'est la disparition de 164 postes qui a été officialisée lundi soir au CE, soit plus du double. Le plan de licenciement touchera 112 postes à la production, le reste dans les services annexes comme la logistique, les prototypes...

Les représentants des salariés dénoncent la rupture totale de dialogue avec la Direction du groupe qui produit des pièces de sécurité pour les véhicules automobiles. Une partie du personnel a donc une nouvelle fois cessé le travail ce mardi. Et le mouvement social pourrait s'intensifier comme l'explique Delphine Feray, déléguée du personnel CFDT d'Autoliv Gournay sur France 3.

Les représentants syndicaux ont été reçus par la direction européenne dans la matinée de ce mardi. Le site de Gournay en Bray emploie 750 personnes. C'est un cinquième des effectifs qui est menacé. »

## ***IDT Colombelles (14) : la CFDT réunit les salariés suite à l'annonce d'un PSE (42 postes sur 51)***

Un plan de sauvegarde de l'emploi conduisant à 42 licenciements a été annoncé fin septembre. Les négociations sont en train de se conclure. IDT conçoit des convertisseurs à haute vitesse, qui permettent de transformer les signaux analogiques en numérique, et inversement. Elle était auparavant une branche de NXP semi-conducteurs, qui a cédé cette activité à la société américaine IDT en 2012.

Le 13 octobre et le 17 novembre, la CFDT d'IDT (majoritaire) a réuni les salariés à l'extérieur de l'entreprise pour expliquer les enjeux et l'avancement des négociations. La CFDT exige que les sommes (colossales) provisionnées par l'entreprise pour le PSE soit bloquées sur un compte séquestre en France, que la période de volontariat d'un mois soit allongée. De plus, la CFDT rappelle qu'aucun emploi supplémentaire n'a été sauvegardé à ce stade des négociations et estime que tout n'a pas été fait pour sauvegarder les compétences (mondialement reconnues), en particulier en favorisant un projet d'essai.



## La CFDT interrogée par la presse nationale sur les CV de site dans la métallurgie en Normandie

Peu à peu, la méthode dite du "CV de site" se diffuse dans l'industrie française. Avec cette démarche, il s'agit de redonner des perspectives d'avenir aux usines en difficulté. À Barentin, en Seine-Maritime, Schneider Electric a tenté l'aventure. Aujourd'hui, l'avenir du site est relancé. Décryptage d'une démarche RH participative et innovante.

RÉINDUSTRIALISATION  
**À SCHNEIDER ELECTRIC,**  
 LA MÉTHODE PAYANTE DU CV DE SITE

Le cabinet Syndex s'est attaché à révéler les compétences visibles mais aussi les "cachées".

Le magazine hebdomadaire Entreprises et Carrières s'est intéressé dans son numéro 1214 du 11 au 17 novembre 2014 à la démarche de CV de site qui a abouti à une reprise d'un site Schneider Electric (Gardy Barentin) par une PME en devenir, Lucibel. (cf *Le Mét@llo Normand* n°11).

Cela a été l'occasion de parler d'une démarche plus globale engagée par Syndex, la FGMM et l'Union métaux Normandie CFDT sur le CV de site comme outil de transition industrielle et de reconversion des sites. (cf *Le Mét@llo Normand* n°7).

Sont actuellement concernés par cette expérience les sites de Bosch Mondeville, NXP, Schneider Bourguébus (syndicat de Caen), Gardy Barentin, Alcatel Eu (syndicat de Rouen Elbeuf Dieppe).

### CV DE SITE

## Les usines normandes adoptent la démarche

«La mayonnaise est en train de prendre», estime Pierre Bablot du cabinet Syndex au sujet des "CV de site". Et d'abord chez Schneider. Satisfaite du projet Barentin, la direction du groupe a validé la mise en œuvre du même procédé sur son site de Bourguébus, dans le Calvados, qui emploie environ 130 personnes. Le groupe de travail s'est réuni pour la première fois le 6 octobre dernier.

#### RECHERCHE DE PRODUCTIONS

Dans le même département, c'est l'entreprise Bosch à Mondeville – environ 650 salariés –, qui avait

initié un processus similaire en 2012. Cette fois, «il s'agit d'une recherche de nouvelles productions en interne», rapporte Cécile Maire, de la CFDT métallurgie. Depuis plusieurs années, le site connaît une diminution de ses effectifs. Ici, la démarche vise à maintenir une activité minimale pour ne pas dépasser le seuil critique et devenir un site surdimensionné. L'entreprise a pu ainsi obtenir le développement de quatre nouveaux produits: «Cette méthode nous a permis de maintenir l'effectif et de sortir d'un affrontement stérile entre partenaires sociaux», se félicite Pierre Lengany, chef d'établissement.

Non loin de là, à Colombelles, c'est le site de R & D de NXP – environ 300 salariés – qui expérimente le dispositif depuis un an, en parallèle d'un PSE lancé en 2013 concernant 80 personnes. Là encore, il s'agit d'attirer de nouvelles productions en interne.

#### AMORTIR LES CHOCS DE DÉSINDUSTRIALISATION

À Eu, en Seine-Maritime (environ 300 personnes), le "CV de site" a été lancé sur le site d'Alcatel il y a un an, en parallèle d'une cession de l'usine, programmée à la fin 2014. Il vise à valoriser les compétences pour emporter la décision d'un potentiel repreneur. «Si la démarche du "CV de site" n'est pas la panacée, elle a au moins le mérite d'amortir les chocs de désindustrialisation que nous subissons ces dernières années», résume Cécile Maire. ☉

**Congrès du syndicat métaux Orne-Est le 18 novembre 2014**

Le syndicat métaux Orne-Est, réuni en congrès, a fait le bilan de 4 ans bien chargées et mouvementées. Le syndicat a vu ses effectifs en adhérents augmenter de 23% et ce, malgré des départs et plusieurs restructurations dans les entreprises de son champ. C'est un collectif qui a su rebondir après le départ de son « leader historique » Johnny Favre et recomposer une équipe dynamique, solidaire et formée à ses responsabilités. Présent et actif dans les structures CFDT (de la métallurgie et de l'interprofessionnelle), ce syndicat a fait face à plusieurs situations de répression syndicale. Son action pour la période 2014 – 2018 s'inscrit dans la continuité de ces dernières années. *Sur la photo, à droite Damien Dourdoine, qui a organisé les votes. A gauche, des membres du Bureau : (de gauche à droite) Sylvie Faguier, Lionel Desbrée (Trésorier), Rémi Gesbert, Maurice Desplanches, Thierry Coignard (Secrétaire Général), Jacques Danneville, Hervé Carrière (Secrétaire Général Adjoint).*

**Congrès du syndicat Métaux Caen le 21 novembre 2014**

Le syndicat métaux Caen a tenu son congrès le 21 novembre, marqué par le départ de Stéphane Angerville (à gauche), qui terminait son 2<sup>e</sup> mandat de secrétaire général. Non, sans émotion, Stéphane laisse la place à un collectif dans le secrétaire général est Pascal Pistis (Bosch), secondé par Pierre Le Pifre (NXP). Daniel Préclin conserve son poste de trésorier, secondé par Stéphane Roulance (Renault Trucks).

C'est une assemblée rajeunie et enthousiaste qui a salué le travail mené par Stéphane au cours des années de crise où le bassin de Caen a particulièrement souffert. Le prochain mandat sera consacré à l'organisation collective du travail syndical, particulièrement du développement, dans un syndicat qui a réussi à maintenir son nombre d'adhérents malgré les pertes d'emploi qui ont emporté des équipes militantes. *Sur la photo à gauche, la plupart des membres du conseil nouvellement élu.*

**Formation syndicale**

Le plan 2015 va être transmis aux syndicats à la fin du mois.

L'année commencera avec la « 1<sup>ère</sup> formation » au Ménéil Broût (Alençon) le 2 et 3 février 2015.

**Actualité :**

**Journée Vie et Santé au travail, le 8 janvier 2015 à Caen,**  
**sur le Compte Personnel de Préventions des Pénibilités (C3P)**  
**c'est le moment de s'inscrire !!**

(L'UmN prend en charge les repas et la salle, les syndicats et sections organisent et prennent en charge leur déplacement.)

***A vos agendas !***

DATES	CE (MEMBRES ELUS)	BR (ELUS)	AUTRES RENDEZ-VOUS
26 NOVEMBRE 2014		Elbeuf	
16 DECEMBRE 2014	Caen		
8 JANVIER 2015			<b>Journée Vie et Santé au Travail, sur le compte pénibilité Caen</b>
15 JANVIER 2015		Basse- Normandie (à définir)	
24 MARS 2015			Rassemblement fédéral des acteurs du développement, Paris
AVRIL 2015		Lieu à définir	
2 JUILLET 2015		Lieu à définir	
15 OCTOBRE 2015		Lieu à définir	

**En bleu, journées ouvertes à un large public de militants de sections.**

**Les participations sont discutées dans chaque syndicat.**

**En vert, les rassemblements de mandatés sur des sujets spécifiques.**

## L'Outil du Mét@llo : Concours d'affiches FGMM

La FGMM lance un concours national d'affiches fédérales afin de renouveler les affiches actuelles et de favoriser le développement et les résultats des élections professionnelles.

À travers ce concours, la FGMM souhaite impliquer les équipes syndicales en amont et faire appel à l'intelligence collective. Il est nécessaire de communiquer sur notre type de syndicalisme et nos revendications. Nous devons innover et nous démarquer en faisant preuve d'originalité.

Ce concours, ouvert aux syndicats et inters, sera l'occasion d'exprimer votre créativité. Nous vous proposons deux trames d'affiches à personnaliser que vous trouverez ci-jointes. Chaque structure pourra proposer deux projets et les envoyer à [nathalie.tchekan@fgmm.cfdt.fr](mailto:nathalie.tchekan@fgmm.cfdt.fr) et copie à [celine.mous@fgmm.cfdt.fr](mailto:celine.mous@fgmm.cfdt.fr) d'ici la fin novembre 2014.



Les 6 affiches retenues par le vote du Bureau Fédéral pourront être téléchargées sur le site internet de la FGMM et seront ajoutées au catalogue fédéral. Les auteurs de ces affiches seront récompensés par des lots.